



03-10-2012

Comité National 06-10-2012 – rapport introductif

Cher (e)s camarades,

C'est le dernier comité national avant notre congrès qui aura lieu, rappelons-le, les 7 et 8 Décembre.

Ce 6^{ème} congrès marque 10 ans de notre existence en tant que parti révolutionnaire organisé et structuré.

Si nombre de militants politiques et syndicaux avaient depuis longtemps fait le constat qu'il n'existait plus de parti révolutionnaire en France, construire « Communistes » a fait l'objet de nombreux débats.

La France était dirigée par un gouvernement de « gauche plurielle » dont la compromission avec le capital était totale.

Dans les départements, les entreprises, les quartiers, des militants se sont regroupés pour débattre de la situation politique de l'époque et les moyens d'en sortir. La nécessité de s'organiser rapidement fait son chemin. Cela s'est traduit par la création du journal « Communistes » au début de l'année 2000 qui traitait bien sûr des questions d'actualité sur des bases révolutionnaires mais qui immédiatement a posé la question de l'urgente nécessité de créer un parti révolutionnaire, indispensable à la classe ouvrière et au peuple.

L'existence du journal, distribué dans les entreprises, les départements a fait connaître nos positions de classe.

Notre premier congrès fondateur a eu lieu en Mars 2002, il y a donc dix ans.

Au fil des années de construction, dont chaque jour confirme combien nous avons eu raison de créer « communistes », nous avons fait beaucoup de chemin.

« Communistes » est aujourd'hui reconnu en tant que parti révolutionnaire.

Il compte maintenant dans la vie politique nationale même si les obstacles sont nombreux.

Notre propagande s'est améliorée, sa diffusion s'est multipliée, les visites de notre site progressent et malgré la bataille idéologique intense, nous sommes organisés dans de nombreux départements, nous sommes présents à chaque élection politique et nous avons gagné l'unité du parti sur des bases claires.

Tout cela n'a pas été facile et ça ne l'est toujours pas.

Nous n'avons jamais caché que le chemin serait long et difficile mais que ce soit en France ou ailleurs, les révolutionnaires n'ont jamais eu un chemin bordé de roses.

La question de notre existence n'est plus à poser, elle est indispensable pour la classe ouvrière, pour l'aider dans ses luttes, chasser le capital et construire une société socialiste au service du peuple.

Mais pour cela, nous avons encore beaucoup à faire, notre 6^{ème} congrès sera l'occasion de débattre sur les questions politiques bien sûr mais aussi

de notre organisation, de notre développement et de notre financement, j'y reviendrai plus loin.

Notre présence dans la vie politique nationale est réelle, il faut la rendre incontournable.

C'est dans ce sens qu'il nous faut travailler car **le capital tape fort, de plus en plus fort, que ce soit en France, en Europe ou dans le monde.**

Pour se développer, il doit rechercher de nouvelles sources de profits, c'est la condition de sa survie.

La France n'échappe évidemment pas à cette condition.

Les campagnes électorales sont passées, Sarkozy a été chassé comme le souhaitait l'ensemble des partis dits « de gauche » et les principales centrales syndicales.

Hollande est arrivé, le capital est resté et les dégâts pour le peuple sont considérables.

Sitôt en place et après avoir donné des gages aux marchés financiers, les nouveaux gérants du capital appliquent scrupuleusement les décisions des multinationales.

La baisse du « coût du travail » n'est plus un tabou, elle va se poursuivre.

Alors que les entreprises bénéficient déjà de 172 Milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales, le gouvernement en prévoit 30 à 50 milliards de plus.

Le transfert des cotisations sociales sur la CSG n'est plus un tabou non plus, reste à en déterminer le pourcentage avec les « partenaires sociaux » dans le cadre des négociations sur le financement de la protection sociale qui vont s'engager prochainement.

Déjà les retraités imposables vont devoir payer 0,15% sur leur pension en 2013 puis 0,30% (le double) en 2014.

« C'est un budget de combat » a déclaré Jérôme Cahuzac, le ministre du budget qui prévoit également 650 millions d'économie sur les hôpitaux grâce au « développement de la chirurgie ambulatoire », c'est-à-dire sans hospitalisation.

Entre autres décisions : la maîtrise des dépenses de santé et l'augmentation des taxes sur les bières et le tabac.

Au-delà de la protection sociale et son financement, des négociations dans le cadre du « dialogue social » sont engagées depuis le 4 Octobre sur la réforme du marché du travail dont on connaît déjà les objectifs : donner plus de souplesse aux entreprises, supprimer les contraintes contenues dans le code du travail, étendre les mesures de chômage partiel.

Autrement dit, ce sont les revendications du MEDEF qui sont au centre des négociations.

La CFDT a déjà déclaré que le « coût du travail est un vrai problème pour la compétitivité des entreprises » et qu'elle est prête à discuter d'une augmentation de la CSG (on le savait depuis longtemps). Quant à la CGT, elle déclare que le « coût du travail n'est pas le seul problème », elle reconnaît donc que s'en est un ! L'absence d'un syndicalisme de classe est un vrai problème pour la classe ouvrière, on mesure l'importance de la diffusion de notre journal et de nos tracts dans les entreprises et en direction des syndicalistes.

Nous l'avons dit de nombreuses fois, le capital frappe plus fort et plus vite.

Le chômage ne cesse d'augmenter, il atteint 6 millions de salariés privés d'emploi auxquels il faut ajouter 850 000 salariés non comptabilisés parce que, selon l'INSEE, ils ne rentrent pas dans les critères de calcul du Bureau International du Travail.

Et ils ne vont pas s'arrêter là ! Philippe Varin, PDG de PSA et Carlos Goshne, PDG de Renault annoncent de nouvelles fermetures d'entreprises dans l'automobile (après les 8000 chez PSA).

L' UIMM (le patronat de la métallurgie) a déjà prévu la suppression de 170 000 postes dans les dix ans à venir, la fermeture d'Arcelor est confirmée, les suppressions d'emplois chez Sanofi également, trente mille emplois ont déjà disparus dans la construction, trente- cinq mille supplémentaires sont prévus cette année. Je ne reviens pas sur ce que l'on connaît déjà : Doux, Pétroplus, Unilever, les banques, le commerce, les assurances.

La fonction publique n'est pas épargnée, au contraire. Les rapports commandés par l'ancien puis par le nouveau gouvernement sur les dépenses publiques se succèdent et visent au même but. Les plans d'économies sont décidés : hôpitaux, éducation, fonction publique territoriale, tout y passe...

Le non remplacement de fonctionnaires partant en retraite se poursuit, les conditions de travail deviennent insupportables pour les personnels, les services aux usagers sont de moins en moins assurés. Les syndicats jouent leur rôle de « partenaires ». J.C. Mailly de FO. demande un débat public sur les missions de l'état, F. Chérèque déclare « il faut tout mettre à plat » ! (quelle pertinence !!). La CGT ne s'exprime guère sur le sujet.

La privatisation des entreprises publiques ou ce qu'il en reste touche à sa fin : G. Pépy, actuel président de la SNCF vient d'annoncer la prochaine transformation de la SNCF en société anonyme pour « rendre l'entreprise plus compétitive » dans « un climat social harmonisé » a-t-il ajouté. Ne doutons pas que les syndicats seront associés aux décisions. J.M. Ayrault y va aussi de son couplet. Dans une émission sur France-Télévision, il déclare « les bons compromis font les grandes réformes ». Il sait de quoi il parle, les compromis aboutissent toujours à des reculs sociaux.

A. Montebourg n'est pas en reste, à la question d'un journaliste qui l'interrogeait sur la possibilité de nationaliser Arcelor, il répond : « la question n'est pas à l'ordre du jour, l'Etat n'a pas vocation à fabriquer de l'acier ». Laurence Parisot, présidente du MEDEF n'aurait pas dit mieux.

L'entente entre le capital et le gouvernement est donc parfaite, l'un prend les décisions, l'autre les applique.

Cette parfaite collusion se vérifie également dans l'application du nouveau traité européen qui ne vise qu'à organiser et développer le capitalisme européen, ce qui réjouit les organisations patronales européennes qui dans une déclaration commune publiée le 5 Septembre apportent leur « soutien total au traité et à la discipline budgétaire des états ».

Tout est dit, les multinationales veulent maîtriser les budgets des Etats de la zone en cassant les services publics, le droit du travail, en baissant le « coût du travail », en attaquant les retraites et les pensions, le droit à la santé, l'éducation... Cela pour accumuler encore plus de profits.

Tous sont d'accord pour cette nouvelle étape de domination du capital.

Les nuances exprimées par les Verts ou le Front de gauche ne sont qu'un leurre pour maîtriser le mécontentement du peuple. Au cours de la manifestation du 30 Septembre dernier organisée contre la signature du traité européen, en réponse à la question d'un journaliste lui demandant s'il voterait le budget de l'état, J.L. Mélenchon répond : « nous attendrons d'en connaître le contenu » !!

Le front de gauche, le parti communiste français trompent le peuple en réclamant une Europe sociale. L'Europe est aujourd'hui dirigée par des gouvernements au

service des multinationales, c'est l'Europe du capital. L'Europe ne peut être sociale que si elle est débarrassée du capital. Il ne peut pas y avoir de réponse sociale dans ce système économique, il n'y a pas de compromis possible. Il faut continuer à l'affirmer haut et fort, il faut surtout le démontrer.

L'Europe a été construite par les capitalistes, pour leurs intérêts contre ceux des peuples.

Les plans d'austérité s'accumulent dans tous les pays d'Europe et ils sont tous comparables, tous sont dirigés contre les intérêts des peuples : casse des services publics, privatisations, diminutions des salaires et des pensions, remise en cause du droit du travail, fermetures d'entreprises. Tout cela entraînant chômage de masse, précarité, pauvreté, c'est ce que nous sommes en train de vivre en France.

C'est pourquoi il faut faire connaître notre position et notre conception de l'Europe.

Je vous renvoie au document que nous avons publié sur notre site en Septembre, c'est un document de référence. J'en tire quelques lignes essentielles :

- Nous disons non à l'Europe capitaliste, elle ne peut être sociale,
- Nous voulons que soient respectées les nations et leur souveraineté.
- Nous sommes pour la coopération pacifique, le développement d'une politique de paix et de désarmement dans le monde.
- Nous sommes pour la disparition de l'OTAN et des pactes militaires, bras armés du capital.
- Cette Europe ne peut être obtenue que par les luttes, il n'y a pas d'autre moyen.

En parlant des luttes, nous pouvons constater qu'elles prennent de l'ampleur, des grèves générales sont décidées en Espagne, au Portugal. Des mouvements de grève ont lieu en Italie, en Belgique, en Irlande, en Angleterre, en Allemagne. On se demande ce que fait la confédération européenne des syndicats... Poussée par les luttes, elle se prononce contre le traité européen et revendique, comme la CGT, une Europe sociale mais ne dit rien sur les luttes des peuples et bien sûr, se garde bien de les coordonner.

En France, les centrales syndicales sont sur la même ligne, rien sur les luttes et sur leur coordination. La CGT a d'ailleurs refusé d'appeler à la grève le 9 Octobre prochain, elle laisse les fédérations et les syndicats décider des initiatives à prendre. Par contre, elle est pleinement engagée dans les négociations avec le patronat, nous l'avons déjà évoqué.

Si le capitalisme européen tente de renforcer son emprise sur les peuples, il en est de même du capitalisme mondial.

Les multinationales, les états à leur service s'affrontent pour la conquête des marchés.

Cette lutte acharnée pour s'accaparer les richesses de la planète aggrave les tensions.

L'Europe et les Etats Unis totalisent à parts égales 50% du produit intérieur brut mondial qui s'élève à environ 40 000 milliards d'euros.

Ces richesses produites par l'exploitation du travail, sont absorbées par les multinationales et font l'objet de convoitises multiples. L'exemple de la Chine est révélateur : 95% des fusions ou acquisitions à l'étranger effectuées par des groupes chinois, hors matières premières, concernent des sociétés européennes. Les acquisitions chinoises aux USA concernent essentiellement l'industrie, elles ont augmenté de 25% en un an. Autre exemple, la multinationale Mittal qui veut dominer la production mondiale d'acier.

Cette course aux profits, cette concurrence effrénée entre pays ou groupes de pays capitalistes concerne toutes les richesses de la planète : matières premières, ressources naturelles, gaz, pétrole, minerais. Pour parvenir à ses fins, le capitalisme n'a jamais hésité à employer les moyens les plus violents.

Cette guerre économique avive les tensions et peut déboucher sur la guerre militaire. Hier l'Irak, la Lybie, aujourd'hui la Syrie, les menaces sur l'Iran illustrent bien la volonté du capitalisme américain et européen à dominer tout le moyen orient.

Peu importe le massacre des peuples de la région. L'Afrique dont les richesses sont immenses est soumise aux mêmes tensions. Les budgets militaires des grandes puissances ne cessent d'augmenter. La Chine, les USA, le Japon renforcent leur armement et multiplient les manœuvres militaires. Israël menace de bombarder l'Iran, l'OTAN relance le bouclier antimissile en Turquie avec la bénédiction de F. Hollande qui s'est fait le chantre d'interventions militaires en Syrie et au Mali au cours de l'assemblée générale de l'ONU...

Pas plus qu'en France, en Europe ou dans le monde, il n'y a de solution capitaliste pour les peuples.

Le capitalisme s'est mondialisé, la lutte des classes aussi.

Partout dans le monde, les luttes se développent, en Chine des grèves très durement réprimées ont abouti à des augmentations de salaire allant de 15 à 45%. En Afrique du sud, les mineurs ont déjà obtenu 20% d'augmentation de salaire malgré la répression sanglante qui a fait 36 morts. Les mineurs ont décidé de poursuivre leur mouvement. Au Canada, en Israël, les luttes n'ont jamais connu un tel niveau.

La révolte des peuples d'Egypte et de Tunisie n'est pas terminée malgré les tentatives de récupération des pouvoirs capitalistes. En Europe, les luttes s'enracinent, j'en ai parlé.

Nous soutenons toutes ces luttes, nous les encourageons et nous utiliserons nos moyens pour qu'elles se développent.

Dans 2 mois, les 7 et 8 décembre se tiendra notre 6^{ème} congrès à Paris.

Oui, nous avons eu raison de créer « Communistes », parce que notre parti a sa place dans ce combat pour construire par les luttes une société socialiste répondant aux besoins fondamentaux du peuple, débarrassée de la domination du capital.

Le Comité National doit discuter de nos objectifs et des décisions que nous devons prendre pour franchir une nouvelle étape de notre développement.

En un mot, comment porter notre parti au niveau exigé par la lutte dans notre pays. Les possibilités sont grandes aujourd'hui de nous développer à tout points de vue, qu'il s'agisse de notre intervention auprès des travailleurs et du peuple, qu'il s'agisse du renforcement de notre parti en nouveaux adhérents, qu'il s'agisse d'élever nos moyens financiers à la hauteur de nos besoins actuels. Ces questions doivent figurer au centre des travaux de notre congrès

Nous sommes le seul parti révolutionnaire en France, nous l'avons dit et répété mais cela nous confère une très grande responsabilité.

Comment intervenir plus fortement, plus largement dans les luttes, dans le débat politique ? Dans la bataille idéologique intense qui se déroule aujourd'hui, comment faire mieux connaître notre politique, nos propositions ?

Nous devons recruter de nouveaux adhérents dans les entreprises, parmi les jeunes, dans les quartiers populaires. Dans notre activité, notre soutien aux luttes dans les entreprises, dans la campagne électorale, nous avons noué des contacts,

des liens. Nombreux sont ceux parmi ceux-là qui approuvent notre action, notre politique. Appelons-les à nous rejoindre pour construire ensemble un parti révolutionnaire qui pèsera dans la vie nationale.

Nous avons développé **notre propagande**, amélioré notre expression, son contenu et sa diffusion. Faire mieux connaître notre site internet, la diffusion de notre hebdomadaire qui est un outil précieux, doit être notre objectif. La diffusion de notre journal et des tracts dans les entreprises **est un** moyen de contacts irremplaçables avec les salariés. Nous devons l'étendre beaucoup plus et c'est possible.

Porter nos finances à la hauteur de nos besoins est vital. Nous avons besoin de centaines de milliers d'euros pour le matériel de propagande, pour prendre des initiatives politiques, pour présenter des candidats aux élections. Nous avons tous vu les difficultés de notre action politique lors des dernières élections, nous aurions présenté beaucoup plus de candidats, le manque d'argent nous a limités. Nous ne pouvons en rester là, il nous faut collecter les sommes considérables dont nous avons un besoin absolu pour avancer.

Nous n'avons pas de « sponsor » ni de « mécène ». Outre le paiement de nos cotisations, multiplions les initiatives (fêtes, repas, ventes...) lançons la souscription auprès de nos sympathisants, nos amis.

Que chacune et chacun donne son avis et fasse aussi part des expériences.

Nous allons dans tous les départements tenir **les assemblées pour préparer le congrès**. Notre CN va adopter un court document. Les analyses, les idées qui y sont abordées aideront à la discussion, au débat, à la prise des décisions.

Réunir les adhérents est indispensable pour débattre, faire de la politique, prendre des initiatives, décider de quelle organisation nous avons besoin dans les entreprises, les quartiers. Nous veillerons à la participation de tous les adhérents à nos assemblées préparant le congrès. Reprenons contact si nécessaire avec certains camarades pour les inviter. Invitons des sympathisants. Dans nos discussions avec notre entourage à l'usine, dans les quartiers, les bureaux, il y a toujours un moment politique. Inviter à venir débattre de notre congrès est un moyen de prolonger ce moment politique, de mieux faire connaître notre parti de renforcer nos liens.

La liste des participants au congrès sera établie, veillons à faire participer largement les camarades des entreprises, les femmes, les jeunes

La direction de l'organisation sera constituée, nous veillerons à donner des responsabilités à de nouveaux adhérents.

La préparation passe par un plan de travail dans chaque département. Le CN apportera toute l'aide nécessaire à cette préparation et au débat.

Chers camarades, notre parti a dix ans d'existence, nous avons fait beaucoup de progrès dans tous les domaines, il reste vous le savez beaucoup à faire, le congrès va nous aider à y parvenir.

Discutons dans tout le parti avec nos adhérents.

www.sitecommunistes.org